

Henrietta H. Fore, Directrice générale de l'UNICEF
Conseil d'administration
9 février 2021

Madame l'Ambassadrice Plepyté, je vous remercie de vos paroles encourageantes.

Je tiens à vous renouveler mes félicitations pour votre nomination en tant que Présidente du Conseil d'administration de l'UNICEF pour 2021.

Nous sommes heureux de vous accueillir de nouveau au sein de la famille de l'UNICEF dans votre nouvelle fonction, et nous nous réjouissons de collaborer avec vous cette année.

Je salue également les Vice-Présidents, les membres du Conseil d'administration, ainsi que les observateurs, notamment les membres du personnel de l'UNICEF, présents aujourd'hui.

Cette année, l'UNICEF célèbre son 75^e anniversaire. C'est une étape importante. C'est également l'occasion de mettre en avant le rôle de notre organisation et celui des générations de collaborateurs qui se sont succédé au service des enfants depuis sa création.

Cet anniversaire représente aussi l'occasion de poursuivre les réformes entreprises pour adapter notre organisation aux réalités d'aujourd'hui et de demain.

Comme nous en avons discuté au cours des précédentes sessions, les difficultés que rencontrent les enfants ont radicalement changé en 75 ans.

La manière dont nous leur apportons notre soutien doit également évoluer.

Cette année décisive pour l'UNICEF démarre dans des conditions extrêmement difficiles, et même totalement inédites.

Même avant que la pandémie de COVID-19 ne sévisse, le monde était déjà loin d'atteindre les objectifs de développement durable.

La sécurité, l'existence et l'avenir des enfants étaient déjà menacés par des crises humanitaires qui vont en s'aggravant... par la violence permanente... par la pauvreté, l'exclusion et la discrimination... par les effets des changements climatiques... par le non-respect de leurs droits fondamentaux en matière de santé et d'éducation... et par les inégalités socioéconomiques limitant leurs perspectives d'avenir.

Nous n'étions tout simplement pas en passe d'atteindre les objectifs que nous nous étions fixés.

La pandémie n'a fait qu'envenimer sérieusement la situation.

Lors de notre rencontre l'année dernière, le virus commençait tout juste à se propager.

Un mois plus tard, notre monde était sens dessus dessous.

Avec la crise économique mondiale, notamment la récession prolongée quasi inéluctable, la baisse des dépenses sociales et d'aide au développement, les besoins humanitaires croissants, le nombre de personnes ayant besoin de notre aide va se multiplier.

Il faudra fournir une assistance sans précédent aux pays pour qu'ils puissent être en mesure d'accomplir des progrès durables en matière de développement en pleine pandémie de COVID-19. Non seulement pour relever les systèmes mis à terre par la pandémie, mais également pour s'assurer qu'ils soient reconstruits plus résistants qu'avant. Le tout en créant des dispositifs innovants pour soutenir les populations, alors que les ménages peinent à se remettre.

Les enfants ont particulièrement souffert de la pandémie.

Confinements. Restrictions des transports et des déplacements. Suspension de services vitaux tels que la vaccination et les soins de santé de base. Fermeture des établissements scolaires. Répercussions économiques.

À cause de la fermeture des établissements scolaires, 1,6 milliard¹ d'enfants, qui souvent ne possédaient pas de connexion Internet chez eux, ont été privés de cours.

Deux milliards d'enfants ont pâti des perturbations survenues dans les services de prévention et de lutte contre la violence.

L'insécurité alimentaire et la malnutrition ont atteint un pic : 132 millions de personnes supplémentaires devaient souffrir de la faim en 2021, dont 44 millions d'enfants.

L'interruption des services de santé tels que la vaccination pourrait occasionner deux millions de décès d'enfants de moins de 5 ans et 200 000 accouchements d'enfants morts-nés supplémentaires dans le monde en 2021.

Une récession profonde et durable guette les ménages et les économies nationales, régionales et mondiale.

¹ Chiffres issus du document du Conseil d'administration intitulé « Updated road map to the development of the UNICEF Strategic Plan, 2022–2025 » (Mise à jour de la feuille de route relative à l'élaboration du Plan stratégique de l'UNICEF 2022-2025).

Selon les récentes données de la Banque mondiale², le nombre de nouveaux pauvres attribuable à la pandémie de COVID-19 en 2020 pourrait avoir atteint jusqu'à 124 millions de personnes. En 2021, ce nombre devrait s'établir entre 143 et 163 millions.

L'UNICEF estime que l'épreuve ne fait que commencer sur le plan économique, en particulier pour les personnes vivant déjà dans la pauvreté et n'ayant pas accès à des dispositifs de protection sociale.

Faute d'action et d'investissement immédiats, le nombre total d'enfants vivant dans un ménage pauvre pourrait atteindre un peu plus de 725 millions, dont près de deux tiers en Afrique subsaharienne et en Asie du Sud.

Cette perspective est particulièrement inquiétante en raison des inégalités découlant d'une sortie à deux vitesses de la crise de la COVID-19. Le nationalisme en matière de vaccination, la course aux contrats et l'accapement des vaccins par les pays riches, en particulier en Amérique du Nord et en Europe de l'Ouest, représentent un risque majeur, dont les effets pourraient se faire sentir durant des générations.

Récemment, le D^r Tedros Adhanom Ghebreyesus, Directeur général de l'Organisation mondiale de la Santé (OMS), nous a rappelé qu'il s'agirait d'un « échec moral catastrophique » si la vaccination dans les pays riches se faisait au détriment des pays les plus pauvres.

Il a raison. Mais cet échec serait tout aussi catastrophique sur le plan pratique.

Selon une nouvelle étude³ réalisée pour la Chambre de commerce internationale, vacciner uniquement les populations des pays riches sans vacciner celles des pays à faible revenu pourrait coûter jusqu'à 9 000 milliards de dollars à l'économie mondiale.

Et vaccin ou pas, les pays riches dont l'économie dépend des échanges mondiaux de biens et de produits seront également touchés.

En effet, les pays en développement réduiront leurs dépenses.

Par ailleurs, les confinements à répétition et les restrictions permanentes ont mis à l'arrêt les chaînes d'approvisionnement et l'acheminement des pièces détachées et des composants nécessaires pour fabriquer les produits finis dont dépendent des secteurs d'activité tout entiers.

² Banque mondiale, « Actualisation des estimations de l'impact de la pandémie de COVID-19 sur la pauvreté : retour sur 2020 et perspectives pour 2021 », 11 janvier 2021. Disponible à l'adresse suivante : <https://blogs.worldbank.org/fr/opendata/actualisation-des-estimations-impact-pandemie-covid-19-sur-pauvrete>

³ <https://iccwbo.org/media-wall/news-speeches/study-shows-vaccine-nationalism-could-cost-rich-countries-us4-5-trillion/>

Plus largement, cet échec risquerait d'exacerber les besoins, auquel cas la communauté internationale serait tenue d'apporter son soutien dans l'urgence, mais aussi à long terme. Et les pays riches seraient mis à contribution pour répondre à ces besoins.

En somme, la pandémie de COVID-19 n'a fait que déclencher ce qui pourrait devenir la plus grande menace pour les progrès accomplis en faveur des enfants dans l'histoire moderne. Un bouleversement qui laissera des séquelles durables dans tous les pays. Non seulement les pays qui sont à la peine dans leur développement, mais également les pays riches dépendants du commerce international et vers lesquels le monde se tournera pour obtenir de l'aide.

Les effets catastrophiques des crises humanitaires qui défigurent le monde viennent assombrir encore davantage ce triste tableau.

Au Yémen, qui a sombré dans la famine.

Dans la région du Tigré, en Éthiopie, où plus de 56 000 personnes ont fui les combats et se sont réfugiées au Soudan.

Au Niger, où les violences ont tué 17 enfants le 2 janvier 2021.

En Amérique centrale et au Mexique, où les enfants fuient la violence, la criminalité et la pauvreté, sans compter les dévastations provoquées par les récents ouragans Iota et Eta.

En Afghanistan, au Soudan du Sud, au Nigéria, en République centrafricaine, au Mozambique et au Cameroun, où des conflits font rage.

Au Sahel, où plus de deux millions de personnes ont fui à cause des conflits, rejoignant les rangs des millions d'enfants déplacés, migrants et réfugiés dans le monde qui ont dû quitter leur maison à cause des conflits ou des effets des changements climatiques.

À Bagdad, où de récents attentats-suicides à la bombe perpétrés dans un marché bondé ont fait plus de 30 victimes, nous rappelant de terrible façon que la paix est encore très loin d'être acquise en Iraq.

En Syrie, où toute une génération d'enfants grandit dans l'ombre d'une guerre qui dure depuis une décennie, et qui est exposée en permanence à la violence, à l'absence de systèmes de prise en charge et aux menaces pesant quotidiennement sur sa santé et sa sécurité, dans des conditions hivernales très rudes.

Un double fardeau pèse sur les enfants et les familles vivant dans ces situations d'urgence : ils sont quotidiennement exposés aux dangers imputables non seulement au conflit, mais également au virus mortel qui menace leur vie, leurs moyens de subsistance et les systèmes dont ils dépendent.

Mais en cette sombre période, grâce au soutien de son Conseil d'administration, l'UNICEF œuvre sans relâche.

Nous innovons et nous mettons au point de nouvelles solutions. Non seulement nous combattons le virus, mais nous préparons le terrain pour garantir un relèvement plus équitable ; pour assurer l'exercice des droits de chaque enfant ; pour améliorer les résultats en faveur des enfants ; pour accélérer les progrès de la réalisation des objectifs de développement durable ; pour respecter notre engagement à ne laisser personne de côté ; et pour mieux soutenir les pays et les communautés, les aider à se relever, à se reconstruire et à renforcer leurs systèmes pour l'avenir.

Nous nous sommes mis au travail dès le début de la pandémie il y a un an.

Le personnel de l'UNICEF s'est immédiatement mobilisé pour contribuer à l'intervention mondiale de lutte contre la COVID-19, sous la houlette de l'OMS.

Alors que les communautés luttent contre le virus et ses multiples répercussions, notamment sur les transports et la logistique, l'UNICEF était présent⁴.

Nous avons maintenu un approvisionnement régulier en produits vitaux destinés aux communautés dans le besoin. Rien qu'en 2020, nous avons dépensé la somme record de 4,43 milliards de dollars dans l'achat de produits, principalement destinés à soutenir la lutte contre la COVID-19, tels que des équipements de protection individuelle, de l'eau potable, des articles d'hygiène, du savon, des concentrateurs d'oxygène et des tests de dépistage.

Alors que les familles tentent de se protéger du virus, l'UNICEF était présent et a fourni à plus de trois milliards de personnes des informations, des conseils et des produits pour assurer leur sécurité.

Alors que les établissements scolaires fermaient, l'UNICEF était présent pour soutenir les élèves.

⁴ Chiffres issus du document du Conseil d'administration intitulé « Exposé sur l'action humanitaire de l'UNICEF : la pandémie de maladie à coronavirus 2019 ».

Nous avons trouvé de nouveaux moyens de faciliter l'enseignement à distance, grâce à des kits d'apprentissage, des émissions de radio et de télévision, et même des cours en ligne. Nous sommes intervenus dans des environnements où les technologies sont plus ou moins répandues, voire inexistantes.

Au Pakistan, en collaboration avec le Gouvernement, nous avons lancé Teleschool, une chaîne de télévision éducative diffusant huit heures de cours par jour à huit millions d'enfants pakistanais.

En Afghanistan, nous avons uni nos forces avec le Partenariat mondial pour l'éducation, Éducation sans délai, la Fondation Bill et Melinda Gates et la direction générale de la protection civile et des opérations d'aide humanitaire européennes pour mener des négociations et développer l'éducation communautaire dans les zones isolées. À l'heure actuelle, 160 000 enfants afghans en bénéficient et, cette année, nous espérons atteindre 140 000 enfants supplémentaires, notamment des filles. Un exemple encourageant qui prouve qu'il est possible, en faisant preuve de créativité, de donner une éducation à chaque enfant, y compris dans des contextes très difficiles.

Dans le cadre de l'initiative Passeport pour l'apprentissage, menée en collaboration avec Microsoft et l'université de Cambridge, des élèves du Timor-Leste, du Puntland, de Somalie, de Jordanie et d'ailleurs ont pu bénéficier de cours en ligne et en présentiel, dans des conditions adaptées.

Nous continuons de nouer des partenariats et de lever des fonds pour soutenir notre initiative Giga visant à fournir une connexion Internet aux établissements scolaires du monde entier.

Dans le cadre de notre partenariat Génération sans limites, la connectivité nous permet de déployer à grande échelle des projets de formation et d'acquisition de compétences, notamment numériques, à destination des jeunes, afin qu'ils puissent trouver un emploi.

Alors que les systèmes de santé étaient paralysés, l'UNICEF était présent.

Depuis le début de la pandémie, nous avons fourni des soins de santé essentiels à près de 75 millions d'enfants et de femmes : vaccination, soins prénatals et postnatals, accouchements, prise en charge des cas de COVID-19 et traitement de 3,7 millions d'enfants souffrant de malnutrition aiguë sévère.

Alors que les campagnes de vaccination piétinaient, l'UNICEF était présent pour les faire redémarrer afin de poursuivre notre combat contre les maladies évitables.

En Syrie, par exemple, nous avons réussi à vacciner en toute sécurité plus de 900 000 enfants contre la poliomyélite depuis le début de la pandémie.

L'UNICEF était présent pour appuyer le développement des services d'eau, d'assainissement et d'hygiène, indispensables pour lutter contre la COVID-19.

L'année dernière, nous avons distribué du savon, des kits d'hygiène et d'autres articles de première nécessité à plus de 73 millions de personnes vulnérables. Nous avons également installé des stations de lavage des mains et des latrines dont ont bénéficié plusieurs millions de personnes.

En Égypte, l'UNICEF et le Ministère de la santé et de la population ont élaboré des directives techniques pour assurer la réouverture sécurisée des écoles, en insistant notamment sur l'importance des installations d'hygiène.

En Afghanistan, nous avons construit de nouvelles installations d'approvisionnement en eau, d'assainissement et d'hygiène aux passages aux frontières et dans les établissements de santé, dont plus de 220 000 personnes déplacées ont bénéficié.

Alors que les pays s'employaient à suivre la propagation du nouveau coronavirus et à élaborer des plans d'intervention, l'UNICEF était présent pour les accompagner dans l'adoption et la mise en place de systèmes de collecte de données innovants.

En Malaisie, en collaboration avec le Ministère de la santé, nous avons créé une plateforme de suivi des lacunes de l'intervention de lutte contre la COVID-19 dans les hôpitaux du pays.

Au Bangladesh, nous avons appuyé la mise en place d'une cellule d'urgence afin que le Gouvernement puisse consulter en temps réel les rapports et les données sur la COVID-19 provenant de plus de 14 000 établissements de santé publique dans le pays.

Alors que les services de protection étaient immobilisés, l'UNICEF était présent pour les relancer.

Depuis le début de la pandémie, l'UNICEF et ses partenaires ont fourni des conseils en matière de santé mentale et des services de soutien psychosocial à près de 75 millions d'enfants, de parents et de personnes s'occupant d'enfants, et diffusé des messages pour les aider à tenir en cette période difficile.

Nous apportons un appui aux numéros d'écoute, notamment aux Philippines et en Somalie.

En Colombie, nous avons participé à l'élaboration et la diffusion d'un guide à l'intention des pouvoirs publics visant à prévenir l'exploitation et les violences sexuelles durant la pandémie.

À travers le monde, nous menons des opérations de prévention de la violence liée au genre grâce aux téléphones portables, aux SMS, à la radio et à la télévision.

Alors que la pandémie pesait durement sur les ménages, l'UNICEF était présent.

Plus de 150 000 ménages ont bénéficié de transferts d'espèces de l'UNICEF pour couvrir leurs dépenses alimentaires et médicales, par exemple.

Nous avons investi des fonds et apporté une aide technique aux gouvernements afin qu'ils puissent déployer des programmes de protection et d'aide sociale de grande envergure, lesquels ont permis d'atteindre plus de 45 millions de ménages en 2020.

Alors que les crises humanitaires faisaient rage, notamment dans les zones de conflit, l'UNICEF était présent. Nous avons fourni un appui dans de multiples domaines : nutrition, soins de santé, vaccination, transferts monétaires, eau et assainissement et éducation. Tout cela dans un contexte de pandémie qui impose un double fardeau écrasant aux familles déjà éprouvées par ces crises.

Alors que le financement de nos interventions était mis à rude épreuve, l'UNICEF a redoublé d'efforts pour trouver de nouveaux partenaires, mettre en place de nouveaux dispositifs de financement et obtenir des fonds de donateurs. Cela a permis de financer non seulement l'intervention actuelle de lutte contre la COVID-19, mais également le travail de fond qui nous attend avec nos partenaires publics et privés pour réinventer et reconstruire les systèmes d'aide à l'enfance.

Et alors que le vaccin contre la COVID-19 sera bientôt disponible, l'UNICEF répond de nouveau présent.

Notre rôle de leadership au sein du dispositif COVAX pour l'achat, l'acheminement et la distribution du vaccin contre la COVID-19 témoigne de la confiance que les pays accordent à notre expertise et nos compétences, compte tenu de la longue expérience de l'UNICEF et de sa capacité à mener à bien ses missions en période de crise.

Nous pouvons toutes et tous en être fiers.

Nous comptons expédier deux milliards de doses en 2021, ce qui portera le nombre total de vaccins fournis annuellement par l'UNICEF à plus de quatre milliards de doses.

Pour mener à bien cette mission sans précédent, nous négocions avec les fabricants de vaccins, avec les partenaires de transport, de fret et de logistique chargés de leur acheminement, et avec les prestataires de stockage en vue de maintenir la chaîne du froid et de protéger ces produits d'importance vitale à toutes les étapes.

Nos équipes aident les pays à se préparer à cette opération colossale.

Nous devons nous assurer que les chaînes du froid sont fiables.

Que les agents de santé sont formés et prêts à administrer les doses dès leur livraison.

Que les autorités sanitaires élaborent des plans de distribution équitable, en fonction des besoins, en indiquant l'ordre d'administration des vaccins.

Que les agents de santé sont vaccinés en priorité afin qu'ils puissent reprendre leur activité auprès des mères et des enfants ayant besoin de services de santé de base, tels que la vaccination, les soins obstétricaux ou la prévention de la malnutrition.

Que les enseignants sont également parmi les premiers vaccinés, afin que les établissements scolaires puissent opérer en toute sécurité.

Que les communautés et les individus comprennent que la vaccination contre la COVID-19 est indispensable et ne présente aucun danger, et qu'ils acceptent d'être vaccinés.

Et que les autres services de santé d'importance vitale se poursuivent durant la campagne de vaccination. Nous ne pouvons pas prendre le risque de troquer une maladie contre une autre.

Demain, nous examinerons plus en détail ces résultats, ainsi que l'intervention de l'UNICEF face à la COVID-19, avec nos collègues de l'OMS.

Toutefois, il sied de noter que ces réalisations seraient totalemt impossibles sans l'appui et la direction du Conseil d'administration de l'UNICEF.

Nous apprécions les échanges menés avec le Conseil sur les méthodes de travail, l'évaluation et les finances de l'UNICEF.

Nous accordons une grande importance aux orientations et aux recommandations formulées par le Conseil, alors que l'UNICEF continue de montrer la voie concernant de nombreux éléments de la réforme du système des Nations Unies. Notre participation active est sans faille, s'agissant notamment des réformes en suspens liées aux évaluations des bureaux régionaux et multipays et à la mise en place d'une fonction d'évaluation à l'échelle systémique.

Alors que nous sommes de plain-pied dans la première moitié de la Décennie d'action, il est de notre devoir de nous investir sans relâche afin d'accélérer la poursuite des objectifs de développement durable.

Adopté en décembre dernier, le nouvel examen quadriennal complet des politiques s'inscrit dans cette démarche. Il constitue une orientation stratégique au sein du système des Nations Unies pour le développement en vue de mener à bien la réalisation des objectifs de développement durable.

L'UNICEF analyse à présent les modalités permettant de donner un nouvel élan aux mandats inhérents à l'examen quadriennal complet des politiques, au premier rang desquels l'élaboration de notre nouveau plan stratégique. Nous sommes particulièrement heureux que l'examen comprenne, pour la première fois, des mandats relatifs à la participation des jeunes et à la protection des enfants contre la violence et la discrimination.

Enfin, nous nous félicitons de la référence faite aux dispositions du Pacte de financement. Nous invitons les États Membres à honorer leurs engagements en matière de contribution aux ressources de base, selon des modalités souples.

Cette semaine, nous allons également examiner plusieurs descriptifs de programme de pays, tous conformes aux exigences du nouveau Plan-cadre de coopération des Nations Unies pour le développement durable. Bien entendu, ces descriptifs sont également fondés sur les normes internationales et de la Charte des Nations Unies. Ils découlent en outre directement de notre engagement en faveur des droits de la personne et de la Convention relative aux droits de l'enfant, le traité relatif aux droits de la personne le plus largement ratifié.

Nous vous tiendrons également informés de l'avancement de notre nouveau plan stratégique, dont l'élaboration est en bonne voie.

L'UNICEF intervient depuis des années auprès des enfants et continuera de répondre présent dans les années à venir, en se concentrant toujours davantage sur les besoins des filles et des jeunes femmes.

Comme il a été mentionné au cours de la précédente session, le contexte d'élaboration du nouveau plan stratégique est cette fois tout à fait différent.

Pour soutenir les enfants durant la pandémie de COVID-19, l'UNICEF s'est concentré sur quatre besoins urgents : l'enseignement à distance pour ne pas compromettre l'avenir des enfants, la vaccination pour sauver des vies, l'approvisionnement en eau pour assurer la survie des communautés, et l'aide à la santé mentale pour accompagner les familles.

Nous avons reconfirmé ces priorités sur le court terme et nous continuerons d'agir en ce sens.

Pour que chaque enfant et jeune puisse accéder à l'éducation et acquérir les compétences dont il ou elle a besoin, nous devons réinventer les méthodes d'enseignement, en recourant notamment aux nouvelles plateformes numériques. De plus en plus de pays se lancent dans cette démarche. Nous sommes en train de mettre au point des outils visant à mesurer et à accélérer les progrès accomplis dans ce secteur de premier plan.

Cela implique d'intensifier notre travail pour fournir des services d'eau, d'assainissement et d'hygiène aux ménages, aux écoles et aux établissements de santé. Les estimations antérieures à la COVID-19 montrent que 2,2 milliards de personnes n'avaient pas accès à l'eau potable... 4,2 milliards n'avaient pas accès à des services d'assainissement sécurisés... et 3 milliards (soit 40 % de la population mondiale) ne disposaient pas chez elles d'un endroit où se laver avec de l'eau et du savon.

Notre ambition est de fournir des produits et des services d'eau, d'assainissement et d'hygiène à plus de 45 millions de personnes. Nous œuvrerons aux côtés de l'OMS et d'autres organisations afin que les plans, les programmes et les budgets des gouvernements intègrent systématiquement les questions relatives à l'eau, l'assainissement et l'hygiène.

En collaboration avec nos partenaires nationaux et internationaux, nous renforcerons l'ensemble des programmes et systèmes liés à la santé et la survie de l'enfant, notamment la vaccination, la nutrition, le développement de la petite enfance et la santé mentale.

La pandémie est venue nous rappeler sans ménagement qu'il restait beaucoup à faire pour renforcer le secteur des soins de santé primaire à l'échelle communautaire. Les gens doivent pouvoir facilement accéder à une gamme complète de services de santé près de chez eux, que ce soit les soins prénatals et postnatals, les services de vaccination et de nutrition, ou les services mis en place dans le cadre de notre engagement relatif à la santé et aux droits en matière de sexualité et de reproduction.

Nous continuerons d'adapter nos programmes de protection de l'enfance, de sorte à répondre aux besoins sans précédent découlant de la crise sanitaire : enfants non scolarisés, difficultés financières des parents, fermeture des programmes de protection locaux et explosion du temps passé sur Internet. L'UNICEF peut assumer un rôle de premier plan dans des domaines tels que l'accompagnement en ligne, la protection numérique et l'assistance téléphonique.

Nous élargirons nos activités en matière de politiques et de protection sociales, afin que l'aide à l'enfance figure au premier rang des priorités des budgets nationaux. L'objectif est que des dispositifs de soutien innovants soient créés pour les familles victimes des conséquences économiques de la pandémie.

Dans tous nos programmes, nous respecterons nos engagements en matière de genre et nous donnerons à chaque enfant, fille ou garçon, le soutien et l'attention dont elle ou il a besoin. Le nouveau plan stratégique de l'UNICEF tiendra compte des résultats de la récente évaluation de notre Plan d'action pour l'égalité des sexes et

jettera les bases du nouveau plan en cours d'élaboration pour la période 2022-2025, notamment sur le plan des droits en matière de santé sexuelle et procréative.

Nous développerons nos programmes visant à lutter contre la crise climatique. Les enfants doivent respirer un air pur et avoir accès à l'eau potable. Les communautés doivent être préparées aux chocs climatiques et les bâtiments, les écoles et les hôpitaux doivent y être résilients. Sans ces éléments de base, la santé et le développement des enfants et des jeunes en souffriront. Les économies en pâtiront également. Et l'avenir des enfants et des jeunes sera compromis.

Il est temps de donner un bon coup d'accélérateur aux programmes de l'UNICEF dans ces domaines. En ce moment, par exemple, nous intégrons des actions climatiques dans nos programmes de santé et d'approvisionnement en eau. En collaboration avec le secteur privé, nous équipons beaucoup de nos bureaux en panneaux solaires, et nous sommes attachés à poursuivre, en collaboration avec nos partenaires publics et privés, nos efforts visant à réduire l'empreinte carbone de nos chaînes d'approvisionnement en produits et services d'importance vitale.

En parallèle, nous maintiendrons notre présence et continuerons de mener à bien nos activités dans les situations de crise humanitaire. Les interventions humanitaires et les programmes d'urgence resteront toujours l'une des pierres angulaires de notre mission auprès des enfants, des jeunes et de leurs communautés, afin que celles-ci parviennent au développement durable, voire à la paix, sur le long terme.

Pour financer notre action, et attirer davantage d'attention et de soutien en faveur des enfants et des jeunes, nous mettrons activement en œuvre de nouvelles stratégies de collecte de fonds et de plaidoyer.

Ainsi, dans le cadre de notre collecte de fonds en ligne et dans le sillage des nouvelles tendances du commerce en ligne, nous procéderons à des collectes de fonds transactionnelles et à un engagement sur les médias sociaux destiné à susciter celui de nos soutiens.

Cette semaine, nous examinerons également deux excellentes méthodes de financement pouvant être envisagées pour appuyer nos activités.

La première est le fonds Dynamo, un dispositif finançant des activités de collecte de fonds et fournissant de nouvelles sources d'investissement prévisibles destinées à soutenir notre croissance sur les marchés où sont implantés les bureaux de pays de l'UNICEF.

La seconde est un instrument de financement innovant que nous mettons actuellement au point avec la Banque mondiale : l'objectif est de disposer d'un fonds d'investissement de plus en plus fourni pour financer des activités de collecte de fonds dans le secteur privé. J'attends avec intérêt vos avis et réflexions sur ces initiatives cette semaine.

Outre les financements, nous devons également tirer parti des innovations des acteurs privés, de leurs produits, de leur expertise et de leur sphère d'influence sur les marchés.

Cette semaine, nous examinerons le plan de travail relatif à la collecte de fonds et aux partenariats dans le secteur privé, en vue de réviser notre modèle de partenariat, en veillant à accorder une plus grande place aux partenaires du secteur privé.

Tout en recherchant plus de financements privés, nous sommes conscients que ceux-ci ne pourront jamais remplacer les fonds publics qui jouent un rôle essentiel. Nous sommes très reconnaissants des contributions croissantes de vos gouvernements aux autres ressources, ainsi qu'aux ressources ordinaires, indispensables pour nous aider à faire face à la pandémie avec la souplesse nécessaire. Nous comptons sur votre constance pour faire augmenter notre niveau de ressources ordinaires conformément aux engagements pris dans le cadre du Pacte de financement.

Comme nous en avons discuté lors des précédentes sessions, plus que jamais l'UNICEF a besoin de contributions aux ressources ordinaires, octroyées en continu sur une base flexible. Les besoins surviennent si rapidement que nos équipes doivent être capables de réagir au pied levé, surtout compte tenu de la grande vitesse de propagation du coronavirus au sein des communautés, des pays et des régions.

Nous vous remercions de bien vouloir relayer notre appel dans votre pays pour répondre à ce besoin urgent.

En parallèle, nous continuerons de déployer à grande échelle des innovations audacieuses, capables de révolutionner nos programmes et de transformer la vie des enfants.

Comme le numérique il y a 20 ans, l'intelligence artificielle prend rapidement sa place dans notre quotidien, de façon plus ou moins visible. L'UNICEF doit faire en sorte que les enfants puissent en bénéficier, par exemple dans le cadre de l'éducation, mais également les protéger d'éventuelles déviances, notamment les atteintes à leur vie privée ou leur identité.

Nous poursuivrons nos efforts en vue de connaître la situation en temps réel de nos programmes et activités, en nous appuyant sur des données extrêmement fiables. Nous voulons mettre l'accent sur les solutions numériques et sur les sciences sociales et comportementales, afin de mieux adapter nos programmes, de mieux cibler les bénéficiaires et d'asseoir notre leadership intellectuel sur les deux premières décennies de vie.

Nos réformes actuelles visant à rationaliser nos processus et améliorer notre organisation faciliteront cette démarche.

Plusieurs excellentes idées et propositions ont d'ores et déjà été présentées pour accroître notre efficacité, gagner du temps et économiser des ressources. Nous avons entrepris de réduire les formalités administratives. Nous avons regroupé plusieurs fonctions et les avons relocalisées sur des sites moins coûteux. Nous devons mener à bien cette tâche essentielle, afin que les membres du personnel de l'UNICEF puissent travailler dans un environnement de travail moderne, agile et efficace, et avoir le temps nécessaire pour accomplir leur mission auprès des enfants.

Nous poursuivons notre démarche de simplification, nous menons une réflexion sur nos modalités de travail, nous mettons en œuvre des améliorations depuis longtemps en souffrance au sein de l'organisation et nous renforçons la diversité et l'inclusion de l'UNICEF.

Nous continuerons d'améliorer notre gestion des ressources humaines et de placer les personnes au cœur de nos systèmes et de nos politiques. Nous devons fournir aux membres du personnel de l'UNICEF les outils, les formations et les perspectives de carrière qu'ils méritent.

Tout au long de cette démarche, nous veillerons à appliquer une gestion et une transparence financières irréprochables à l'échelle de l'organisation, à la hauteur de la générosité de nos donateurs en cette période de crise économique.

Nous sommes très fiers que l'UNICEF ait reçu, pour la huitième année consécutive, une opinion d'audit sans réserve du Comité des commissaires aux comptes sur ses états financiers.

Nous continuons de suivre attentivement nos prévisions financières, au cas où d'autres révisions ou ajustements seraient nécessaires pour contrer une éventuelle baisse des ressources.

Alors que l'économie est en proie à l'incertitude, vous pouvez compter sur l'UNICEF pour maintenir ses dépenses à un niveau raisonnable et procéder à des ajustements budgétaires en conséquence. Nous prenons cet engagement envers vous.

Tout au long de cette crise, nous poursuivrons les adaptations et les réformes pour répondre aux besoins des enfants.

Face à cette pandémie et aux défis qui l'accompagnent, ils ne sont pas seuls. Nous nous tenons à leurs côtés. Ensemble, nous formons la famille de l'UNICEF.

Alors qu'une nouvelle année commence, je vous invite à célébrer les 75 ans de l'UNICEF et à poursuivre l'œuvre de notre organisation.

Montrez clairement l'exemple de ce que peut faire le monde pour s'unir en faveur des enfants et des jeunes de façon innovante.

Pour être au service des enfants et des jeunes et leur apporter un soutien, quel que soit le contexte, y compris durant la pandémie sans précédent que nous traversons.

Pour réduire les inégalités, l'injustice et les écarts de revenu qui privent un trop grand nombre d'entre eux de l'avenir auquel ils ont droit.

Pour aider chaque enfant, partout, à exercer ses droits. Pour que l'UNICEF accompagne les pays alors qu'ils s'engagent sur le long chemin du relèvement et du développement durable.

Une fois de plus, je vous remercie de votre présence aux côtés de l'UNICEF en cette période difficile et de votre aide pour que nous puissions mener à bien notre mission si essentielle.
